

Prologue

Jeunes historiens au Mexique

Ce numéro 32 de *Trace* ouvre ses pages à de jeunes historiens mexicains. Il y a bien des raisons à ce choix. Ils appartiennent à des institutions de recherche (El Colegio de México, INAH, Instituto Mora...) avec lesquelles le CEMCA et ses chercheurs ont, ces dernières années, cultivé les échanges d'idées et noué des liens étroits. C'est la vocation de *Trace* comme du CEMCA que de rendre compte de ces échanges sans lesquels l'un comme l'autre ne sauraient pleinement justifier leur existence. Ce numéro rend également hommage à la francophilie des historiens mexicains, du moins ceux réunis ici —mais ils ne sont pas les seuls— qui partagent une commune sympathie, certes non exclusive, pour la tradition historiographique et les sciences sociales françaises.

“Jeunes” historiens, par l'âge mais également et surtout par la nouveauté et la fraîcheur des recherches qu'ils présentent ici: thèses de doctorat récentes ou en voie d'achèvement, projets en cours de réalisation... De l'histoire religieuse à l'histoire politique en passant par celle des représentations et des cérémonies, ces travaux empruntent des pistes prometteuses pour une meilleure compréhension de la “Grande Transformation” qui conduit le Mexique des Lumières à la Révolution. Trois articles ont pour cadre la ville de Mexico, sans que pour autant leurs perspectives soient celles de l'histoire urbaine classique. Le cadre est d'abord celui de la cité d'Ancien Régime, en pleine évolution, chez Marcela Dávalos, sous l'impulsion de l'esprit réformateur à la fin du XVIII^e siècle, mais dont les fondements juridiques sont condamnés après l'Indépendance, comme le montre Esteban Sánchez de Tagle, et dont la vocation d'espace cérémoniel essentiellement religieux et communautaire, évoqué par Verónica Zárate, s'estompe au profit de pratiques profanes et socialement différenciées.

Ces approches se révèlent attentives au langage et aux valeurs des acteurs, tout comme l'étude d'Erika Pani consacrée à la problématique de la représentation et de la souveraineté telle que la réélaborèrent, dans les années 1860, les partisans mexicains de l'Empereur Maximilien. Même engagement dans l'histoire politique, mais selon des méthodes différentes, chez Alicia Salmerón, qui reconstitue ici le réseau d'amis, d'affidés et d'obligés constitué par le *Científico* Rosendo Pineda et mis au service du régime porfirien.

Mexico cité d'Ancien Régime, et d'abord cité religieuse, avec ses treize paroisses (très peu nombreuses compte tenu du nombre d'habitants), ses ordres religieux et leurs bâtiments qui prolifèrent. Les conflits dont l'espace urbain fait l'objet entre la fin du XVIII^e et la Réforme libérale ne sont, dans ces pages, ni sociaux ni économiques. Leur enjeu n'est pas essentiellement celui de l'accès au foncier ou aux ressources, mais de l'autorité sur les fidèles, des modalités du gouvernement des âmes, du partage entre espace public et domaine privé. Opposant ecclésiastiques réguliers et séculiers, autorités et *vecinos*, corporations religieuses et pouvoir civil, les antagonismes, au demeurant réglés pacifiquement jusqu'à la Réforme, renvoient à la multiplicité des juridictions qui caractérise la société d'Ancien Régime et qui structure en profondeur la communauté des habitants.

Marcela Dávalos nous introduit à l'histoire religieuse de la capitale de la Nouvelle-Espagne, une histoire qui reste encore largement à écrire en dépit des travaux pionniers de Moreno de los Arcos sur l'organisation paroissiale et des études désormais nombreuses sur les confréries urbaines, notamment celles d'A. Bazarte, de C. García, ou d'A. Lavrin. Les "disputes pour le territoire" ne concernent pas seulement les limites entre les paroisses et le nombre de fidèles sur qui peuvent compter les desservants. Elles renvoient à des conflits doctrinaux dont l'origine réside dans les choix effectués à l'époque de l'évangélisation et remis en cause, tardivement en Amérique, par les préceptes du Concile de Trente. La réforme des paroisses de 1772 met fin à l'ancienne division ethnique entre Espagnols et Indiens au profit d'une organisation territoriale qui tend à consolider en la personne du seul curé séculier "*la formal dirección de la parroquia*". Accomplie par l'archevêque janséniste Lorenzana, cette réorganisation marquerait ainsi, paradoxalement, le triomphe de la réforme tridentine à Mexico.

La figure attachante d'un curé des Lumières permet à M. Dávalos de dévoiler les ressorts concrets de l'autorité ecclésiastique et ses limites. Les relations sont denses avec les paroissiens, que ce soit pour la gestion financière de la fabrique de la nouvelle église de Santa Cruz, ou en vertu des liens de réciprocité qui permettent d'échanger secours aux malades et aux nécessiteux contre aumônes et travail

volontaire. Cette perspective autorise à réinterpréter les réformes des Lumières trop souvent présentées sous l'aspect d'une entreprise de sécularisation. Cette notion, faut-il le rappeler, est d'abord propre à l'Église, pour qui "vivre dans le siècle" et s'occuper des affaires temporelles n'exclut pas, tout au contraire, une vie religieuse intense.

E. Sánchez de Tagle replace hardiment dans son véritable contexte, qui est politique et juridique, le discours urbaniste et esthétique qui, forgé à l'époque des Lumières, poursuit son itinéraire jusqu'à la Réforme et au-delà. Abattre un couvent pour ouvrir une nouvelle rue, c'est trancher dans le vif des privilèges (*fueros*) et des juridictions qui pendant tout l'Ancien Régime autorisaient seuls l'accès au foncier. En 1856 il ne reste déjà plus que des vestiges de l'ordre corporatif et de l'occupation du sol urbain qui s'étaient épanouis à l'ombre de ce système juridique. Il n'en subsiste guère que les couvents et monastères des ordres religieux —eux-mêmes en complète décadence morale et matérielle— pour symboliser, par l'aspect massif de leurs bâtiments, l'ordre ancien combattu depuis l'Indépendance.

L'auteur repère à travers le discours sur l'ordonnancement spatial urbain le cheminement de "l'État moderne", qu'il faut plutôt comprendre ici comme une idée et une représentation du nouvel ordre juridique et politique, que comme la réalité d'un pouvoir public effectif et accepté comme tel. Quoi qu'il en soit, cette représentation permet d'imposer une frontière, jusqu'alors ignorée, entre le public et le privé. À la communauté d'Ancien Régime qui associait à l'appartenance au corps politique la libre disponibilité des biens collectifs —et notamment des espaces publics et communautaires qu'étaient les rues, les places, et toutes les parcelles libres— en vue de fins communes, temporelles et religieuses, s'est substituée une collectivité qui conçoit le droit ("inviolable") à la propriété individuelle mais réserve par là même la gestion et l'usage du "domaine public" à une unique autorité pourvue de la totalité du pouvoir juridictionnel. Alors que "l'espace traditionnel [était] occupé et défini par les coutumes", l'espace urbain moderne n'est plus un territoire investi de droits, de mémoire et d'histoire, mais devient un terrain neutre et disponible pour les seules déterminations des hommes politiques et des urbanistes.

En présentant l'évolution de la fête des Morts à Mexico dans les décennies qui suivent l'Indépendance, V. Zárate aborde les aspects anthropologiques de la fête religieuse conçue comme un procédé de socialisation, à travers les lieux —maison, église, cimetière, rues et places— où se déroulent les différentes cérémonies. L'étude montre clairement qu'au moins dans le cas particulier de cette fête, la famille constitue, en tout état de cause, le premier degré, indispensable, de la "socialisation" autour du souvenir des proches défunts. Cette commémoration spéciale du calendrier religieux n'excluait pas, il faut le rappeler, des cérémonies tout au long de l'année dans les institutions confraternelles, dont c'était précisément la vocation

première que de prier pour les âmes des défunts. Quoi qu'il en soit de la vitalité des confréries après l'Indépendance, les modalités spatiales de la différenciation des statuts sociaux à travers la répartition des lieux de sociabilité liés à la fête sont ici évoquées de manière convaincante. Comme dans le cas des usages du sol, c'est une logique sociologique, et non plus communautaire, qui commence à l'emporter.

La communauté d'Ancien Régime se satisfaisait de la fragmentation des juridictions et de la dispersion de l'autorité parce qu'elle s'ordonnait, dans le même temps, autour d'un pouvoir légitime indiscuté, celui de la souveraineté royale, et autour de finalités partagées d'origine essentiellement religieuse. L'introduction des principes libéraux, notamment et surtout celui de la "souveraineté du peuple" comme nouvelle source de légitimité associée à une définition individualiste et contractuelle de la collectivité politique vouent nécessairement à l'échec toute tentative sérieuse, qu'elle soit doctrinale ou politique, pour conserver tels quels des éléments de l'organisation juridique ancienne comme les juridictions particulières et les institutions corporatives. Les conservateurs mexicains, nostalgiques de l'Ancien Régime mais dépourvus par la force des choses de l'option "légitimiste" à la française, n'ont cessé d'en administrer la preuve.

Leur doctrine sur la question de la représentation, telle qu'elle est exposée par E. Pani à propos de la période de l'Empire, témoigne du caractère composite et intenable de leurs positions. Tout en arguant de la "volonté nationale" comme source de légitimité du régime impérial, ils récusent la logique de l'addition des voix qui confère théoriquement au nombre — à la "populace" — un poids décisif dans la sélection des autorités politiques. Municipalités, d'une part, "intérêts sociaux", de l'autre — la magistrature et l'administration, l'agriculture, la mine et le commerce, le clergé et l'armée — constituent l'assemblage hétéroclite de corps anciens disparus (Consulat des Marchands, Tribunal des Mines, Corps de Ville...) ou encore existants (Église et armée) et de nouvelles configurations socio-politiques inconnues de l'Ancien Régime ("la magistrature" ou "l'administration", les "propriétaires"). On observe un amalgame entre les corps qui détenaient des privilèges juridiques, et les groupes qui n'en avaient jamais joui, comme c'est le cas des "agriculteurs". Dans cette recomposition, ici liée à des circonstances tout à fait mexicaines, s'invente probablement l'une des formes du corporatisme moderne, qui reste élitaire jusqu'au début du XX^e siècle avant d'inspirer le corporatisme de masse des régimes autoritaires de l'entre-deux-guerres.

La formule proposée par les conservateurs impériaux, comme on le sait, n'a pas prospéré. La stabilisation politique a emprunté d'autres voies, dont A. Salmerón nous présente ici un exemple, en suivant les traces de F.-X. Guerra lorsqu'il reconstituait les liens et les réseaux du personnel politique porfirien, ces institutions invisibles mais centrales d'un système de pouvoir très sophistiqué. Son étude met ainsi

en relief la résolution, à la manière porfirienne, du problème de la représentation nationale.

Bien qu'élu davantage grâce à l'onction de *don Porfirio* que par le choix des électeurs, Rosendo Pineda n'en est pas moins un véritable "représentant". Comme tel, il dispose d'une capacité d'action qui ne se limite pas à sa fonction de député; celle-ci est loin d'être purement décorative car elle donne du poids à ses réseaux et rend opérationnelles ses interventions en faveur de ses amis et clients. Comme avocat d'affaires et député, il représente auprès du gouvernement des intérêts économiques dont l'autonomie par rapport au politique apparaît ici fort sujette à caution.

Au total, son appartenance à un groupe doctrinal et modernisateur, celui des *Científicos*, est relativisée car elle ne constitue que l'un des aspects, presque marginal, de la personnalité complexe de cet "animal politique" porfirien. L'impasse du régime est clairement mise en évidence: en n'assurant la représentation sociale que par l'intégration dans des réseaux d'influence très personnalisés, le système se révélait, à terme, excluant à l'égard des nouvelles demandes de participation politique, c'est-à-dire d'accès aux bénéfices de tous ordres que l'on attendait du pouvoir. C'est ainsi qu'il faut comprendre la revendication d'un "suffrage effectif" qui débouche sur la Révolution.

De la fin du XVIII^e au début du XX^e siècle, la révolution juridique et les ruptures politiques qui ponctuent l'histoire du Mexique, au niveau local comme à l'échelle nationale, sont accompagnées d'évolutions culturelles et sociales dont les rythmes sont à l'évidence plus lents. Qu'il s'agisse des anonymes de la cité ou bien des hommes au pouvoir, la logique de la conduite des acteurs dépend, certes, des rapports de force et des compromis qui retardent ou accélèrent, selon les moments, le passage d'une étape à l'autre. Mais elle relève également de la force des liens personnels et collectifs, ainsi que de la vigueur des représentations de la société —groupale ou individualiste, hiérarchisée ou égalitaire—, autant d'éléments dont on ne peut plus ignorer aujourd'hui le rôle de facteurs décisifs dans l'explication du changement.*

Annick Lempérière

Prólogo

Jóvenes historiadores de México

El número 32 de *Trace* abre sus páginas a jóvenes historiadores mexicanos. Existen múltiples razones para ello. Estos jóvenes trabajan en instituciones como El Colegio de México, el INAH, el Instituto Mora..., con las que el CEMCA y sus propios investigadores, estos últimos años, han mantenido intercambios de ideas y han fortalecido lazos estrechos. Tanto *Trace* como el CEMCA tienen entre sus metas rendir cuentas de esos intercambios, pues sin ellos sería difícil justificar la existencia de la revista o la del propio Centro. El presente número es en cierto modo un homenaje a las simpatías por el modo francés de hacer historia que sienten los historiadores mexicanos; es el caso del grupo que aquí escribe —sabemos además que no son los únicos—, pues comparten una misma simpatía, aunque desde luego ésta no sea exclusiva, por la tradición historiográfica y por las ciencias sociales francesas.

“Jóvenes” historiadores, por su edad, pero también y sobre todo por la novedad y la frescura de las investigaciones que ahora nos presentan: tesis de doctorado recientes o en vías de terminarse, proyectos que comienzan... De la historia religiosa a la historia política, pasando por la de las representaciones y las ceremonias, estos artículos emprenden pistas prometedoras para una mejor comprensión de la “Gran Transformación” que lleva a México desde las Luces hasta la Revolución. Tres artículos tienen por marco la Ciudad de México, y sin embargo no se escribieron desde la perspectiva de la historia urbana clásica. El marco para Marcela Dávalos es el de la ciudad del Antiguo Régimen, en plena evolución por el impulso del espíritu reformista, a finales del XVIII, pero cuyos fundamentos jurídicos serán condenados después de la Independencia, como nos demuestra Esteban Sánchez de Tagle, y cuya vocación de espacio ceremonial esencialmente religioso y comunitario evocado por Verónica Zárate se anula dando paso a prácticas profanas y socialmente diferenciadas.

Estos análisis se muestran atentos al lenguaje y a los valores de los actores, como en el caso del de Érika Pani quien se consagra a la problemática de la representación y de la soberanía según fue reelaborada, en los años 1860, por los partidarios mexicanos del Emperador Maximiliano. Mismo compromiso con la historia política, aunque aquí con una metodología diferente, en Alicia Salmerón, la cual reconstituye la red de amistades y de clientelismos elaborada por el *Científico* Rosendo Pineda, y puesta al servicio del régimen porfirista.

México ciudad del Antiguo Régimen; y primero ciudad religiosa, con sus trece parroquias (número escaso dado la cantidad de habitantes), sus órdenes religiosas y la proliferación de sus edificios. Los conflictos centrados en el espacio urbano, entre fines del siglo XVIII y la Reforma liberal no son, en estas páginas, ni de tipo social ni de tipo económico. Su reto no es fundamentalmente el acceso a las propiedades o a los recursos; sí es el de la autoridad sobre los fieles, las modalidades de gobierno de las almas, la división entre espacio público y privado. Oponiendo clero regular y secular, autoridades y vecinos, corporaciones religiosas y poder civil, los antagonismos, regulados pacíficamente hasta la Reforma, remiten a la multiplicidad de jurisdicciones que caracteriza a la sociedad del Antiguo Régimen y que estructura profundamente la comunidad de habitantes.

Marcela Dávalos nos introduce en la historia religiosa de la capital de la Nueva España; una historia que queda todavía ampliamente por escribir a pesar de los trabajos pioneros de Moreno de los Arcos sobre la organización parroquial y pese también a los estudios, por otra parte numerosos, sobre las cofradías urbanas, sobre todo los de A. Bazarte, C. García y A. Lavrin. Las “peleas por el territorio” no solamente se producían por los límites de las parroquias o por la cantidad de fieles con los que podían contar los curas; remiten a conflictos doctrinales cuyo origen reside en las opciones establecidas desde la evangelización y replanteadas, tarde en América, por los preceptos del Concilio de Trento. La reforma de las parroquias, en 1772, pone fin a la antigua división étnica entre españoles e indios, generando una organización territorial que tiende a consolidar, únicamente en la persona del cura párroco, “la formal dirección de la parroquia”. Realizada por el arzobispo jansenista Lorenzana, esta reorganización marcará así, paradójicamente, el triunfo de la reforma tridentina en México.

La atractiva figura de un cura de las Luces permite a M. Dávalos desvelarnos los resortes concretos de la autoridad eclesiástica y sus límites. Las relaciones con los parroquianos son densas, ya se trate de la gestión financiera de la fábrica de la nueva iglesia de Santa Cruz, ya se trate de los lazos de reciprocidad que exigen intercambiar socorro a los enfermos y necesitados contra limosnas y trabajo volunta-

rio. Esta perspectiva autoriza a reinterpretar las reformas de las Luces, muy a menudo presentadas bajo el aspecto de un esfuerzo de secularización; esta última noción, es preciso recordarlo, le es primero propia a la Iglesia, para quien, “vivir en el siglo” y ocuparse de los asuntos temporales no excluye —muy al contrario— una vida religiosa intensa.

E. Sánchez de Tagle resitúa audazmente en su verdadero contexto —político y jurídico a la vez— ese discurso urbanista y estético elaborado en la época de las Luces pero que siguió difundiendo hasta la Reforma y aún después. Tirar un convento para abrir una calle nueva es cortar por lo sano ciertos fueros y jurisdicciones, mismos que, durante todo el Antiguo Régimen y únicamente ellos, regían el acceso a la propiedad de la tierra. En 1856, no asoman más que vestigios del orden corporativo y de la ocupación del suelo urbano que había crecido a la sombra de ese sistema jurídico. Apenas si subsisten los conventos y monasterios de las órdenes religiosas —ellas mismas en completa decadencia moral y material— para simbolizar, por la masividad de sus construcciones, el antiguo orden combatido desde la Independencia.

El autor marca, con el discurso sobre el orden espacial urbano, el desarrollo del “Estado moderno”, el cual es preciso entender aquí como una idea y una representación del nuevo orden jurídico y político, más que como la realidad de un poder público efectivo y aceptado como tal. Sea lo que sea, esta representación permite implantar una frontera, hasta entonces ignorada, entre lo público y lo privado. A la comunidad del Antiguo Régimen, que asociaba a la pertenencia al cuerpo político la libre disponibilidad de los bienes colectivos —sobre todo los espacios públicos y comunitarios como eran las calles, las plazas y todos los terrenos libres—, con fines comunes, temporales y religiosos, se contraponen ahora una colectividad que concibe el derecho (“inviolable”) a la propiedad individual, pero reserva por lo mismo la gestión y el uso del “dominio público” a una única autoridad con pleno poder jurisdiccional. Mientras que “el espacio tradicional [estaba] ocupado y definido por las costumbres”, el espacio urbano moderno no es ya un territorio investido de derechos, de memoria y de historia, sino que se convierte en un terreno neutro, disponible únicamente por determinación de políticos y urbanistas.

Al presentar la evolución de la Fiesta de los Muertos en México, en los años que siguieron a la Independencia, V. Zárate aborda los aspectos antropológicos de la fiesta religiosa concebida como un método de socialización, por medio de los lugares —casa, iglesia, cementerio, calles y plazas— donde se desarrollan las distintas ceremonias. El estudio demuestra claramente que, al menos en el caso particular de esta fiesta, la familia constituye siempre el primer grado, indispensable, de “socialización”, por el recuerdo de los familiares difuntos. Esta fiesta especial del calendario religioso no excluía, debemos decirlo, otras ceremonias durante todo el año en

las cofradías, cuya vocación primera, era, precisamente, rogar por las ánimas difuntas. Cualquiera que haya sido la vitalidad de esas cofradías después de la Independencia, las modalidades espaciales de la diferenciación de los estatutos sociales, con la repartición de los espacios donde se socializaba a propósito de la fiesta, son aquí evocadas de forma convincente. Como en el caso de los usos del suelo, una lógica social, y no ya comunitaria, es la que comienza a reinar.

La comunidad del Antiguo Régimen se satisfacía con la fragmentación de las jurisdicciones y con la dispersión de la autoridad porque se ordenaba, en el mismo tiempo, alrededor de un poder legítimo indiscutible, aquel de la soberanía del rey, y de unos fines compartidos de origen principalmente religioso. Los nuevos principios liberales, concretamente y sobre todo el de la “soberanía del pueblo”, como nueva fuente de legitimidad, junto con una definición individualista y contractualista de la colectividad política, conducen por necesidad al fracaso de todo intento serio, ya sea religioso o político, por conservar sin cambios ciertos elementos de la organización jurídica antigua, p.e., las jurisdicciones particulares y las instituciones corporativas. Los conservadores mexicanos nostálgicos del Antiguo Régimen, pero desprovistos por necesidad de la opción “legitimista” a la francesa, no han dejado de sufrirlo.

Su doctrina sobre la representación, tal como la expone E. Pani a propósito del periodo del Imperio, es prueba del carácter heterogéneo e insostenible de sus posiciones. Si bien aceptan la “voluntad nacional”, como fuente de legitimidad del régimen imperial, rechazan la lógica de la suma de votos que confiere teóricamente a las mayorías, al “populacho”, un peso decisivo en la elección de las autoridades políticas. Municipalidades, por un lado, “intereses sociales”, por otro —“la magistratura y la administración, la agricultura, la minería y el comercio, el clero y el ejército”— constituyen la mezcla heteroclita de las viejas corporaciones desaparecidas (Consulado de Comerciantes, Tribunal de Minerías, Ayuntamientos...), o aún existentes (Iglesia, Ejército), con nuevas figuras sociopolíticas desconocidas en el Antiguo Régimen (“la magistratura” o “la administración”, los “propietarios”...). Se observa una amalgama entre los cuerpos detentores de privilegios jurídicos y aquellos grupos que nunca habían gozado de ellos, como es el caso de los agricultores. En esta recomposición —claro que aquí dentro de una realidad mexicana— se inventa probablemente una de las formas de corporativismo moderno, que sigue siendo elitista hasta los comienzos del siglo XIX, antes de inspirar el corporativismo de masas de los regímenes autoritarios del periodo de entre las dos guerras.

La fórmula propuesta por los conservadores imperiales, como sabemos, no prosperó. La estabilización política tomó otras vías; de ellas A. Salmerón nos presenta aquí un ejemplo, siguiendo las huellas de F.-X. Guerra, cuando reconstituye los lazos y redes del personal político porfirista, esas instituciones invisibles pero centra-

les en un sistema de poder muy sofisticado. Su estudio pone entonces de manifiesto la resolución, al modo porfirista, del problema de la representación nacional.

Aunque más elegido por el dedo de don Porfirio que por los propios electores, Rosendo Pineda no es menos por ello un verdadero "representante". Como tal, dispone de una capacidad de acción que no se limita a su función de diputado; está lejos de ser únicamente decorativa, consolida sus redes y hace operacionales sus intervenciones en favor de sus amigos y clientes. Como abogado y diputado, representa frente al gobierno intereses económicos cuya autonomía en relación a lo político aparece aquí bien dudosa.

Al final, su pertenencia a un grupo doctrinario y moderno, el de los *Científicos*, se ve relativizada pues no constituye más que uno de los aspectos, y éste es casi marginal, de la personalidad compleja de este "animal político" porfirista. El estancamiento del régimen es mostrado claramente: no asegurando la representación social más que por redes de influencia muy personalizadas, el sistema se manifestaba, con el tiempo, excluyente de las nuevas solicitudes de participación política, es decir, de acceso a los beneficios de todas clases que uno espera del poder. Así es como se puede entender la reivindicación de un "sufragio efectivo" que desemboca en la Revolución.

Desde fines del siglo XVIII hasta comienzos del XIX, la revolución jurídica y las rupturas políticas que marcan la historia de México, tanto a nivel local como a escala nacional, van acompañadas de ciertas evoluciones culturales y sociales cuyos ritmos son claramente más lentos. Ya se trate de seres anónimos de la ciudad o de personajes con puestos en el poder, la lógica de la conducta de los actores depende, por supuesto, de las relaciones de poder y de los compromisos que retrasan o aceleran, según los momentos, el paso de una etapa a la otra; pero igualmente esta lógica depende de la fortaleza de los lazos personales y colectivos, y de la solidez de las representaciones de la sociedad —grupales o individualistas, jerarquizadas o igualitarias—, elementos éstos de los que no podemos ignorar hoy el papel de factores decisivos que desempeñaron a la hora de explicar el cambio.*

Annick Lempérière